



Palestine : le génocide se poursuit entre prises de conscience et diversions

Les journalistes dénoncent

Des centaines de journalistes se sont rassemblés mercredi 17 avril au soir à Marseille et Paris en solidarité avec leurs confrères à Gaza. Après dix-huit mois de génocide, plus de 200 d'entre eux ont été tués. On a égrené les noms des victimes assassinées par l'armée d'occupation sioniste, jusqu'à la dernière en date, exécutée le matin même avec toute sa famille, la photojournaliste Fatma Hassouni.

« Dans l'histoire de notre profession, tous conflits confondus, c'est une hécatombe d'une magnitude jamais vue », s'alarmait l'appel publié trois jours plus tôt par les organisations à l'origine de cette mobilisation, et signé par une quarantaine de rédactions et sociétés de journalistes. Si le réveil est tardif pour la majorité de ses journalistes (d'autres sont dans la bataille depuis longtemps, comme Meriem Laribi), si les revendications sont seulement la reconnaissance de l'État de Palestine et le ciblage du seul Netanyahu, il faut saluer ce mouvement de solidarité et cette prise de conscience.

Il faut enfin noter que la Fédération Internationale des Journalistes, qui appelait à ces rassemblements, dénonce depuis longtemps les assassinats de journalistes à Gaza et que certains syndicats de journalistes le font ponctuellement. Rappelons tout de même que la société des journalistes de France Info a applaudi sa direction pour avoir écarté un confrère qui avait osé utiliser le mot « otage » pour désigner des prisonniers palestiniens dans les geôles coloniales sans aucun motif d'inculpation et pour des durées fixées par l'État sioniste à son bon vouloir. L'étonnant est que l'ONG « Reporters sans frontière », une enfant mal cachée de la CIA, ait également appelé à participer à ces rassemblements. Lors du bilan de 2024, la même organisation sulfureuse ne notait qu'une trentaine de journalistes palestiniens assassinés, ceux qui l'avaient été sur le théâtre des opérations, oubliant délibérément la majorité, ceux qui ont été ciblés, tués chez eux, le plus souvent avec leur famille. Pour RSF, ils n'avaient pas été tués « en tant que journalistes ». Ce virage à 180 degrés appelle une question : pourquoi ? Nous n'avons pas la réponse, mais ne serions pas étonnés d'apprendre que le démantèlement de l'USAID par l'administration Trump a privé de ressources l'organisation « indépendante » et qu'elle est donc obligée de travailler un peu plus à la solidarité si elle ne veut pas disparaître.

La « gauche » bien-pensante refoulée par l'État sioniste

Il nous est arrivé, à plusieurs reprises de décrypter les positions de la « gauche » politique en France, notamment celles de l'organisation qui apparaît à tort, comme le héraut de la défense des Palestiniens, LFI. Si ces derniers ne peuvent s'empêcher de renvoyer dos à dos les Résistants Palestiniens et les massacreurs sionistes, s'ils avancent toujours la solution à deux États, il n'en demeure pas moins que certains d'entre eux, malgré leurs erreurs d'appréciation, dénoncent au moins en partie la colonisation sioniste et sont sincèrement solidaires des Palestiniens.

Nous connaissons aussi une gauche franchement sioniste, avec les Julien Dray ou Jérôme Guedj en particulier et le PS en général. Au milieu, il y a ceux que Robespierre désignait comme le marais, dans la mouvance du PCF ou celle des Écologistes. Des gens qui partagent encore plus les torts, parlent de massacre, voire de pogrom pour la révolte anticoloniale du 7 octobre 2023, et ne jurent que par une paix entre l'entité sioniste et l'Autorité palestinienne.

Or, voilà qu'une délégation d'élus divers, choisis parmi ces gens « bien sous tous rapports » vient d'être interdite d'entrée dans l'entité sioniste. Lundi 21 janvier les membres d'une délégation de parlementaires et élus locaux du PCF, de Génération S et des Écologistes, s'est vu refuser l'autorisation d'entrer sur le territoire israélien, 48 heures avant leur départ pour une visite de cinq jours à l'invitation du Consulat français à Jérusalem. Ces 27 élus divers

devaient initialement prendre part à un voyage diplomatique en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, qui visait à *"renforcer la coopération internationale et la culture de la paix"*. Donc rien de bien dérangeant pour l'État colonial sioniste : pas de critique du génocide, ni du sionisme, ni de mise en cause des colonialistes ou de l'apartheid. Les autorités de l'entité sioniste se sont appuyées sur une loi les autorisant à interdire les personnes susceptibles "d'agir contre l'État". Parmi eux figurent la députée PCF Soumya Bourouaha et les députés écologistes Alexis Corbière et François Ruffin, qui s'est illustré il y a peu pour son refus d'utiliser le terme de génocide. Le prétexte des sionistes est que la délégation était organisée par l'AFPS (Association France Palestine Solidarité), accusée de lien avec le FPLP, l'une des organisations de résistance marxiste palestinienne. S'il est vrai que l'AFPS prend sa part dans les manifestations et initiatives diverses de solidarité avec la Palestine, les 27 élus en question ne les fréquentent guère.

La signification de ce refus est simple. Nos 27 n'ont pas assez défendu les génocidaires. Aujourd'hui, pour entrer dans l'entité sioniste, il faut montrer un brevet d'allégeance totale au sionisme. Et, pour d'authentiques défenseurs de la Palestine, il y a de quoi s'interroger sur cette idée de vouloir aller chez les colonialistes en plein massacre qui se poursuit à Gaza et en Cisjordanie.

Voilà que nos 27 sont tourneboulés par cette décision et se tournent vers ... Macron. Ils évoquent une « punition collective » et une « humiliation collective de la France ». Dans leur courrier au président de la République, ils déclarent : *« Empêcher délibérément les élus et les parlementaires de voyager ne peut pas être sans conséquences »* et dénoncent *« une rupture majeure des liens diplomatiques à l'égard de l'État français et de nos mandats d'élu.es de la République »*. Et la presse de « gauche » de dénoncer le silence assourdissant de Macron et du préposé aux Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. Là encore, on peut se demander qu'ont à attendre ces gens d'un complice du génocide et co-acteur de la colonisation.

La petite musique des divisions entre sionistes

De nombreux journalistes, dans le monde impérialiste occidental, et dans l'entité sioniste elle-même indiquent que, si Netanyahu poursuit et redouble d'ardeur dans le génocide, c'est pour des raisons de politique immédiate intérieure (conserver sa coalition) et/ou de survie politique (en raison des accusations de corruption). La petite musique lancinante à ce sujet semble avoir gagné en volume.

La crise interne, liée à l'opposition de beaucoup d'Israéliens à la réforme de la justice prônée par Netanyahu et son gouvernement s'est intensifiée après une audience judiciaire le 4 mars 2025, durant laquelle Netanyahu a exprimé publiquement sa méfiance envers les services de sécurité, annonçant son intention de remplacer le chef du Shin Bet. On nous explique désormais que les tensions ne se limitent pas à l'opposition politique ou à la rue. Au sein même de l'exécutif, des voix s'élèvent contre la ligne dure du Premier ministre. L'ex-ministre de la Défense Yoav Galant, ainsi que plusieurs membres du cabinet de guerre, ont exprimé ouvertement leurs désaccords. Ces critiques internes se traduisent par des manifestations continues et un climat de défiance croissant vis-à-vis du pouvoir en place. Des responsables politiques, dont l'ancien Premier ministre Ehud Olmert, n'ont pas hésité à parler d'un risque de guerre civile.

Cette controverse considérablement ranimée vient s'ajouter à celle concernant les captifs. C'est dans ce contexte que le ministre des finances, Bezalel Smotrich, vient de déclarer qu'il fallait *« dire la vérité, et le retour des otages n'est pas la chose la plus importante »* et de poursuivre : *« C'est évidemment un objectif très important, mais si vous voulez anéantir le Hamas pour empêcher un nouveau 7 octobre, vous devez comprendre qu'il est inconcevable de laisser le Hamas subsister à Gaza. »*. Ne pas laisser le Hamas subsister se traduit par « poursuivre le génocide ». Ce que dit Smotrich n'est pas une nouveauté, beaucoup de gens, en Israël et ailleurs savent que c'est, depuis le 7 octobre et l'utilisation de la procédure Hannibal, la vraie ligne politique du gouvernement.

Évidemment, ces déclarations ont été largement condamnées par les familles des captifs et des tas de politiciens de l'opposition, voire même de certains de la coalition gouvernementale. Mais on aurait tort de se prendre à la musique et d'exagérer les différences que cela pointe entre les sionistes.

Il faut le rappeler, pratiquement aucun de ses opposants, tant sur la question du fonctionnement de la « démocratie » que sur la controverse du sort des captifs, ne remet en cause le génocide. Ces points de désaccords sont mis en avant par les véhicules de l'idéologie dominante pour mieux cacher l'accord sur l'essentiel, qui s'applique à la grande majorité de la société de l'entité sioniste. Les journalistes de *Haaretz* sont bien isolés quand ils s'en prennent au génocide. Nous devons prendre conscience de cette réalité : l'énorme majorité de ce qu'il est convenu d'appeler la « société israélienne » est complice du génocide parce qu'elle adhère aux fondements du sionisme et, par là même, ne peut dénoncer le génocide qui se passe à deux portes de sa maison.

En conclusion

Le problème fondamental, la source-même du conflit colonial, de la guerre de libération nationale, c'est bien le sionisme. Toutes les focalisations sur « Netanyahu d'extrême droite », toutes les spéculations sur les « fractures à l'intérieur de la société israélienne » sont autant d'erreurs ou de détournements du réel. La volonté d'éradication du peuple palestinien n'est pas seulement celle de Netanyahu, mais bien de l'ensemble des sionistes, depuis le projet fondateur.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs.

Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.